

La guerre scolaire ne s'est jamais arrêtée. Celle-ci est menée par l'école privée et ses complices politiques.

Il est peu de dire que les annonces du ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, au sujet de la mixité sociale à l'école étaient attendues. Reporté à plusieurs reprises, le dévoilement de ce plan devait constituer le point d'orgue d'une réforme politique d'ampleur. Mais il n'en fut rien. Pis, la conférence de presse de présentation a été annulée au dernier moment [le jeudi 11 mai] et s'est transformée en envoi intempestif de messages à des journalistes pour le moins médusés. Tout juste ont-ils compris que le ministre avait rencontré les recteurs d'académie pour leur faire part de ses timides velléités concernant l'enseignement public. Silence sur l'école privée, dont les annonces ont été à nouveau repoussées aux calendes grecques, semble-t-il à la demande de l'Élysée et de Matignon.

Pour le ministre, le coup est rude. Mais il n'est rien comparé à l'immense injustice sociale que vivent des millions d'élèves dans notre pays. En effet, depuis la publication des indices de position sociale (IPS) en octobre 2022, nous savons avec certitude qu'une ségrégation scolaire est en cours et que celle-ci se joue en faveur des établissements privés. Dans la France entière, hexagonale et ultramarine, les collèges et les lycées privés concentrent en leur sein les élèves les plus favorisés, et ce dans des proportions parfois très importantes. La fracture est encore plus nette s'agissant de l'écart entre les lycées d'enseignement général et les lycées professionnels. De manière lapidaire, nous pouvons écrire, le cœur lourd, que les enfants les plus pauvres se rendent à l'école publique quand les plus riches courent tout droit vers l'école privée.

Si ce phénomène n'est pas nouveau, celui-ci a toujours été rendu opaque par des personnes qui avaient intérêt à poursuivre l'écriture de la fable selon laquelle notre système éducatif demeure parfaitement égalitaire. Et comme les conséquences d'une illusion ne sont pas illusoire, certains se sont réfugiés dans le confort de récits individuels pour mieux se détourner du mouvement de fond qui se jouait au profit des établissements scolaires privés.

Vaines incitations

La réalité est désormais incontournable et visible aux yeux de tous, à commencer par le ministre lui-même, qui avait indiqué, lors d'une séance au Sénat [le 1er mars], que ce sujet constituait « une priorité de [s]on ministère (...). Les élèves défavorisés représentent 42 % des élèves dans le public, contre 18 % dans le privé. » Ces données sont d'autant plus préoccupantes que notre système éducatif est l'un de ceux, parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où la réussite scolaire d'un enfant dépend le plus de son origine sociale.

Las, en dépit de ces évidences, Pap Ndiaye n'a absolument rien obtenu de l'enseignement privé, si ce n'est, selon les premiers retours dont nous disposons, de vaines incitations, lesquelles, compte tenu du contexte, font office de traitement homéopathique alors que le mal à soigner est d'une gravité extrême. Le secrétariat de l'enseignement catholique avait annoncé la couleur : « Nous n'accepterons ni quotas ni rattachement à la carte scolaire. » Force est d'admettre qu'il a été entendu.

Pouvait-il en être autrement ? Le macronisme est une philosophie politique qui repose sur une anthropologie profondément darwinienne. Le monde doit appartenir aux plus évolués et à ceux qui sortent du lot, selon les standards du néolibéralisme. Il convient pour cela de bâtir un système

concurrentiel et de privatiser tout ce qui peut l'être. C'est le cas de notre fonction publique, mise en concurrence avec McKinsey et les cabinets de conseil ; de notre sécurité sociale, attaquée quotidiennement par des exonérations de cotisations dans le but d'affaiblir nos retraites et de nous pousser à la capitalisation ; de nos services publics, qui se déshumanisent de jour en jour et, bien entendu, de notre modèle éducatif. Tout doit être fait pour instaurer cette compétition dès le plus jeune âge, quand bien même celle-ci se dissimule sous le doux nom d'égalité des chances, mantra répété à l'envi par les cadres de la majorité présidentielle.

Contradictions de la gauche

Cette vision du monde n'est pas la nôtre. Enfants de Jaurès, nous sommes les ardents défenseurs de la République laïque et sociale. Une République dans laquelle l'école publique est la pièce maîtresse de notre contrat social. Une République dans laquelle l'égalité des droits est garantie ainsi que l'émancipation du plus grand nombre, quelle que soit l'origine sociale ou ethnique des enfants qui se trouvent sur les bancs de l'école. Une République dans laquelle la fraternité humaine est non pas un objet chimérique, mais bel et bien un objectif politique de tous les instants.

Cette pensée a toujours été celle des communistes, mais il faut admettre que, depuis quelques années, la gauche s'est astreinte au silence, par crainte de relancer la guerre scolaire déclenchée par la réforme Savary [Alain Savary, ministre de l'éducation nationale sous le gouvernement Mauroy, qui avait dû renoncer à créer un service public et laïc d'enseignement, en 1984], mais aussi, sans doute, de peur de se retrouver face à ses propres contradictions. C'était une erreur de raisonner ainsi. La guerre scolaire ne s'est jamais arrêtée. Celle-ci est menée par l'école privée et ses complices politiques, contre l'école de la République et les enfants les plus défavorisés de notre pays.

Ce fait est inacceptable, singulièrement lorsque l'on sait que les écoles privées sont financées à hauteur de 73 % par la puissance publique. C'est pourquoi, en avril, l'un des auteurs de cette tribune [M. Ouzoulias] a déposé une proposition de loi visant à conditionner les subventions versées aux établissements privés sous contrat à des critères de mixité sociale. Ce texte est soutenu bien au-delà de nos rangs et c'est heureux. Nous espérons qu'il parviendra à son terme. Il constitue la première pierre d'une longue série de mesures au service de notre école publique et de la mise en échec du séparatisme social qui frappe si durement notre pays. « Laïcité de l'enseignement, progrès social, ce sont deux formules indivisibles », s'exclamait Jaurès dans son discours à la jeunesse. À nous de lui donner raison.

**Pierre Ouzoulias, sénateur communiste des Hauts-de-Seine ;
Ian Brossat, porte-parole du Parti communiste et adjoint à la maire de Paris.**